



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

juillet 2009 – n°48

SOMMAIRE

CESSONS DE PLOMBER L'UNION ECONOMIQUE ! **P.2**

Bruno VEVER

**RETOUR SUR L'HISTOIRE DE L'EUROPE AVEC JEAN-PIERRE GOUZY,
conférence E&E du 6 juillet** **P.4**

Marine DUBOST

LES PAYS BALTES DANS LA CRISE **P.6**

Marine DUBOST

**CRISE EN LETTONIE : RETROUVER LA MODESTIE ET NE RIEN ATTENDRE
DE L'ETRANGER** **p.8**

Philippe PERCHOC et Antoine LANTHONY





CESSONS DE PLOMBER L'UNION ECONOMIQUE !

Bruno VEVER
Secrétaire général

La crise mondiale qui met durement à l'épreuve notre économie et nos emplois aurait pu être l'occasion de consolider l'UEM. L'euro a plus que jamais démontré toute son utilité en s'avérant un parapluie efficace sous la tempête : il aurait bien mérité cette marque d'attention. C'est d'ailleurs sans doute cet euro, plus encore que toute autre argumentation, qui pourra inciter les électeurs irlandais à réviser leur vote lors de leur prochaine consultation en octobre sur le traité de Lisbonne. C'est également lui qui pousse à présent l'Islande, rudement étripée par la crise financière, à changer d'attitude et revendiquer son entrée dans l'Union pour obtenir cette protection de l'euro qui lui a tant fait défaut l'an dernier.

Même auréolé de tous ses mérites, notre euro n'en reste pas moins affligé d'un talon d'Achille persistant qui hypothèque son avenir de façon préoccupante : le décalage croissant entre une union monétaire bien réelle et une union économique seulement virtuelle, et qui paraît de plus en plus hors d'atteinte. On a toujours remis au lendemain, par delà l'encadrement minimal du pacte de stabilité, la mise en place d'une politique économique commune, avec ce qu'elle impliquerait en termes de gouvernance partagée, de solidarité budgétaire, de coopération industrielle et de coordination fiscale. Cette union économique aura été la grande sacrifiée de notre zone euro. Cette aberration risque à présent de nous coûter fort cher.

Car les Etats n'ont rien fait, même face à une crise qui ébranle forcément les assises de l'UEM, pour remédier ne serait-ce que partiellement à un tel décalage, bien au contraire. La convocation, à l'initiative de la présidence française du Conseil, d'un premier Sommet des pays de l'euro n'a été qu'un feu de paille sans lendemain, en raison notamment de l'aggravation d'une incompréhension mutuelle franco-allemande. Les Etats membres de la zone euro n'ont pas davantage montré l'exemple d'une politique commune contre la crise, s'avérant incapables d'adopter des mesures intégrées pour remédier aux désordres financiers. Quant au pacte de stabilité, il était certes compréhensible de convenir face à la crise des aménagements conditionnels à ses modalités d'application. Mais au lieu de cela, les digues ont paru céder et le pacte de stabilité jeté par-dessus bord, avec l'entremise coupable d'une Commission européenne affaiblie. Le plafond maximal du déficit public, qui avait été fixé par les Etats eux mêmes à 3% du PIB, a été pulvérisé. La France, qui en est déjà à plus de 7%, paraît principalement préoccupée, depuis l'annonce faite au dernier congrès de Versailles, à lever un grand emprunt d'Etat dont on ignore d'ailleurs toujours l'objet comme les modalités.

Dans cette résurgence de comportements nationaux brutaux, sans égards ni concertation entre europarténaires, on chercherait en vain un état d'esprit propice à un resserrement de la coopération économique et industrielle européenne. L'heure est plutôt à l'évocation de « fonds souverains » ou aux revirements d'alliances industrielles au profit de partenaires autres qu'européens.



Comment peut-on comprendre que l'on ne fasse aujourd'hui rien - et même hélas tout son contraire ! - pour consolider une UEM qui a pourtant montré, face à la crise, toute son utilité au point d'avoir réduit au silence ses détracteurs eux-mêmes ? Aujourd'hui, l'UEM est menacée non par ses critiques ou ses rivaux mais par ses propres fondateurs qui paraissent avoir renoncé à s'entendre sur une ligne de conduite solidaire face à la crise pour privilégier, presque avec ostentation, une politique du « chacun pour soi et l'euro pour tous ». C'est pourtant bien l'inverse qu'il aurait fallu faire !

Curieux comportement des Etats européens, que l'Histoire jugera sans doute sévèrement. En toute hypothèse, ne serait-il pas temps que les acteurs économiques et sociaux, s'ils tiennent toujours au bouclier européen et s'ils restent bien conscients qu'ils paieront avec leurs enfants toute la note, se réveillent pour rappeler leurs dirigeants à leurs engagements comme à notre bon sens ?



RE TOUR SUR L'HISTOIRE DE L'EUROPE AVEC JEAN-PIERRE GOUZY

Conférence Europe&Entreprises du 6 juillet,
A la Maison de l'Europe

Marine DUBOST
Chargée de mission

C'est à l'occasion d'une conférence organisée par Europe&Entreprise, que Jean-Pierre Gouzy, vice-président du Centre international de formation européenne et de la Maison de l'Europe de Paris, a présenté son dernier livre : *Histoire de l'Europe : 1949-2009*.

Témoin privilégié de la construction européenne, JP Gouzy décrit un continent qui en soixante ans, s'est métamorphosé dans une quête d'intégration à la fois difficile et noble. C'est au rythme de dix chapitres ponctués d'événements fondateurs : de congrès, de discours et de rencontres, que JP Gouzy nous entraîne dans les coulisses de la construction européenne. Fédéraliste de la première heure, il nous fait partager son admiration pour H. Frenay, D. de Rougemont, A. Marc ou encore A. Spinelli.

Histoire de l'Europe, se distingue des œuvres d'historiens écrites avec le recul nécessaire à une certaine objectivité et neutralité. JP Gouzy écrit à la première personne. Impossible d'oublier sa présence, qu'il rappelle à coup d'exclamations et de commentaires. Ainsi il présente le congrès de la Haye à la fois avec émerveillement et ironie: « Ah ! Qu'elle était belle l'Europe des européens de ce congrès-symbole, comme elle paraissait à portée de main de tant de délégués, cette Europe plébiscitée avec tant d'ardeur ». L'émerveillement d'un fédéraliste convaincu, nuancé par l'ironie d'un témoin d'une construction semée d'embûches : voici le ton du livre.

Le congrès de la Haye n'en reste pas moins le point de départ de « son » Histoire de l'Europe. Il brosse les différentes étapes de la construction : du succès de la CECA à la crise institutionnelle actuelle.

Ce fut en effet, la CECA le premier noyau dur autour duquel se construira « l'Europe des six ». L'échec de la Communauté Européenne de Défense, montrait les réticences d'une Europe, encore trop immature pour renoncer, à l'un des attributs les plus importants de la souveraineté : l'armée. Encore aujourd'hui, JP Gouzy déplore l'absence de politique de défense commune. Au-delà de ces crises qui ont frappé le continent: l'Europe de la chaise vide, en passant par l'Europe eurosceptique de Thatcher, à l'Europe du non au référendum pour la constitution, JP Gouzy met aussi en avant les succès.

Parmi lesquels l'élection au suffrage direct du Parlement européen, la Commission Delors et la saga de l'union économique et monétaire du traité de Maastricht. Sans oublier le succès de l'élargissement de l'UE aux anciens Etats du bloc soviétique. Néanmoins il reste du



chemin à parcourir. JP Gouzy liste les défis futurs : l'adoption du traité de Lisbonne, la mise en place d'une politique étrangère et fiscale commune, la question de l'adhésion de la Turquie, une meilleure prise en compte des réalités régionales qui constituent une richesse de l'UE...

Le livre se conclut par une mise en garde contre l'oubli. L'oubli que la paix n'est pas une chose acquise, que le morcellement du monde en petites entités est source de vulnérabilité, et qu'il reste enfin à construire une Union Européenne émancipée des Etats, maîtresse de son devenir.



LES PAYS BALTES DANS LA CRISE

Marine DUBOST
Chargée de mission

Cinq ans après leur adhésion à l'Union Européenne, les trois pays Baltes ne s'attendaient pas à être rattrapés par la récession mondiale. Après une décennie de quasi-plein emploi et de forte croissance, le premier trimestre 2009 confirme l'entrée dans la crise. En un an, le PIB et la consommation ont chuté de 15%, la production industrielle de 34%, le chômage a presque triplé.

Fuite des capitaux, ralentissement des exportations, chute des monnaies...les Pays Baltes semblent à bout de souffle. La crise a entraîné un mouvement de *flight to quality*¹. Les investisseurs ont retiré leurs placements et se sont rabattu vers des titres plus sûrs libellés en euros ou en dollars. Pourtant depuis leur adhésion en 2004, les Pays Baltes n'avaient jamais été aussi attractifs. L'émergence d'une classe moyenne et le dynamisme de la consommation ces dernières années avaient fait naître de nombreuses opportunités d'affaires. A cela s'ajoute leur position géographique privilégiée, au cœur de la région baltique qui leur permet de se positionner pour l'approche des marchés nordiques et de la Russie. Leur fiscalité attrayante associée à une main d'œuvre peu onéreuse et bien formée sont des atouts majeurs. Néanmoins la crise remet en question les acquis de l'adhésion. A la fuite des capitaux s'ajoute la baisse des taux de change qui a entraîné une explosion des dettes privées et une diminution du pouvoir d'achat sur les produits importés.

L'entrée dans l'Union Européenne avait fait naître un boom phénoménal du crédit, encouragé notamment par les banques nordiques. Selon Enn Eesmaa², député Estonien du Parti du centre (centre gauche populaire) les Baltes pensaient que « *l'expansion allait durer indéfiniment et que nous allons bientôt rattraper les pays scandinaves.* » Dans un premier temps le recours au crédit a eu des effets bénéfiques sur la demande interne et l'investissement. En Lituanie, la croissance économique était à la fois tirée par la demande interne et externe.

En 2007 et mi-2008 la demande était soutenue par le crédit et la croissance à 2 chiffres des salaires. Les faibles taux d'intérêt incitaient à l'emprunt. Bien que l'appareil productif surchauffait légèrement et tendait vers l'inflation, les Pays Baltes connaissaient le plein emploi des ressources et un très faible taux de chômage. Une bulle spéculative s'est néanmoins formée : « *Comme ailleurs, nous avons eu du crédit trop facile et une bulle immobilière s'est formée. Les gens voulaient s'endetter et consommer, plutôt que d'investir* » précise le député estonien M. Eesmaa. Face à la surchauffe de l'économie, les banques ont coupé les crédits ce qui a provoqué le passage d'une croissance à deux chiffres à une décroissance à deux chiffres.

¹ La fuite vers la qualité

² **Yves Eudes** : *Les Estoniens sont durement frappés par la crise*, paru dans le Monde du 06.06.09.



Suite à l'augmentation du prix des matières premières en 2008, l'inflation s'est envolée. Les salaires ont augmenté moins vite. La demande interne et l'investissement ont baissé. Le resserrement des conditions de crédits n'a fait qu'accélérer l'entrée dans la crise. Pour y faire face, la Lettonie a reçu une aide de 7,5 milliards d'euros de la part du FMI.

Bien que moins touchés que les pays de l'Europe de l'ouest, les Pays Baltes sont parmi les PECO les plus exposés avec la Roumanie et la Bulgarie. Si la Lituanie est parvenue jusqu'ici à conserver une croissance plus forte que ses deux voisins Baltes, les prévisions de croissance pour l'année 2009 ne sont guère encourageantes. Son chômage atteint 11,5% la contraction de son économie est de -13,6%. L'OFCE³ prévoit une croissance de 2.7% pour la Pologne et la République Tchèque contre 1% pour les Pays Baltes.

La crise économique s'accompagne d'une profonde crise politique. En Estonie, les sociaux-démocrates ont quitté le gouvernement refusant de valider de nouvelles coupes budgétaires. La coalition actuelle est désormais minoritaire. En Lettonie, le premier ministre a dû démissionner. Dans ces deux pays le vote protestataire prospère. La victoire en Lettonie d'Alfred Kubics, ancien dirigeant du parti communiste en est la meilleure illustration. Seuls les Lituaniens, moins touchés par la crise, soutiennent leur gouvernement.

Malgré l'important soutien économique de l'Union Européenne lors de leur adhésion, les citoyens des Pays Baltes se sont fortement abstenus lors des dernières élections européennes. Kristiina Ojuland, vice-présidente du Parlement estonien et candidate du Parti de la réforme aux européennes explique : *"D'un côté, les gens sont très conscients de tout ce que l'Union leur apporte, notamment les grands travaux d'infrastructure financés par les fonds européens. Parfois, nous sommes presque gênés de recevoir autant d'argent. Mais en même temps, pour les gens du peuple, l'Europe est un fait acquis, et ils connaissent très mal le rôle du Parlement européen."*

En temps de crise, l'Union Européenne demeure pour les pays baltes la seule alternative plausible. L'entrée dans la zone euro n'a jamais été aussi attractive. Néanmoins l'absence de plan de soutien européen reflète les faiblesses d'une Europe, qui ne parvient pas à donner une réponse coordonnée à la crise.

³ Sources : Comptes nationaux, prévision OFCE octobre 2008



CRISE EN LETTONIE : RETROUVER LA MODESTIE ET NE RIEN ATTENDRE DE L'ETRANGER

Philippe PERCHOC et Antoine LANTHONY



Diminution de presque 25 % du salaire minimum, diminution de 35 % des dépenses liées aux salaires dans les ministères, baisse des retraites, augmentation des impôts, augmentation de 150 % du chômage en un an, explosion du nombre de candidats à l'exil dans un pays déjà dépeuplé... Comment la Lettonie, membre de l'UE depuis 2004, pourra-t-elle sortir de cette spirale négative ?

La liste des mesures gouvernementales entrant en vigueur le premier juillet 2009 est longue et ses conséquences douloureuses. Certains refusent de s'y associer, arguant notamment qu'il est impossible, malgré la profondeur de la crise qui secoue la Lettonie, d'en faire payer le prix à la population, notamment aux plus pauvres et marginalisés.

Comment en est-on arrivé là ?

Les Etats baltes ont souvent été comparés durant les années 2000 aux pays du sud-est asiatique pour leur décollage économique. D'où leur surnom de « tigres baltes ». Ceci est néanmoins à relativiser car ce prétendu miracle est en réalité en grande partie un rattrapage, celui de la première moitié de la décennie 1990 qui avait vu un effondrement économique, industriel notamment, et qui a été le moment de la transition entre économie soviétique et économie libérale. Ainsi, le niveau économique de 1989 n'a, statistiquement parlant, en Lettonie été rattrapé qu'au milieu des années 2000. République soviétique la plus riche par habitant pendant les années 1970 et 1980, la Lettonie devrait sortir de la crise moins riche que ses voisins baltes, que la Pologne et que la Russie. Sa croissance prévisionnelle pour l'année 2009 était en mai selon la Commission européenne de -13,1% (-3% pour la France ; -5,4% pour l'Allemagne), mais pourrait être plus élevée, car la récession a atteint 18% au premier trimestre.

Le développement économique de la Lettonie, inégalitaire de par la prépondérance de la capitale Riga qui attire la majorité des capitaux, s'est appuyé depuis une décennie sur l'utilisation des avantages du pays : position géographique stratégique, connaissance du russe et de la Russie, réseaux en ex-URSS, intégration progressive dans l'espace économique et politique européen.



L'une des clés de ce spectaculaire rattrapage letton a été la mise en place d'un système bancaire performant et diversifié. Ainsi, outre les banques scandinaves et allemandes, le système financier letton comptait (et compte toujours) de nombreux acteurs lettons, mais aussi russes et ukrainiens. La Lettonie a ainsi attiré une quantité importante de capitaux en provenance de Russie et d'ex-URSS.

Le système bancaire letton s'est retrouvé surdimensionné comparativement à la taille du pays, avec près de la moitié des dépôts provenant d'ex-URSS. Cette manne a permis un développement économique tous azimuts et a encouragé une fuite en avant, notamment dans le domaine du crédit. Ainsi, la petite Lettonie, dont l'industrie soviétique était compétitive mais peu productive selon les critères européens, a trouvé dans les activités bancaires une spécialité qui permettait un développement sans commune mesure avec ses réels relais de croissance. Une large partie des entreprises et des particuliers, mais aussi l'Etat, ont commencé à vivre à crédit, dans un virtuel qui a permis des taux de croissance vertigineux et qui ressemblait à un miracle économique, jusqu'à ce que la machine se grippe.

En effet, la crise économique et d'abord financière est passée par là. Si les activités de transit et de transport (notamment grâce au port et à l'aéroport de Riga) permettent à la Lettonie de garder la tête hors de l'eau, le système financier s'est écroulé en quelques jours, avec la faillite de la première banque de dépôt du pays, travaillant essentiellement avec l'ex-URSS, *Parex banka*. L'Etat letton a alors nationalisé dans l'urgence la banque mise en faillite par les retraits massifs des déposants. Ce faisant, n'ayant pas lui-même les capacités nécessaires, il a précipité sa propre faillite, étant de plus handicapé par une monnaie, le lats, surévaluée, mais dont la dévaluation ruinerait les emprunteurs. En effet, le lats étant lié à l'euro par un taux de change fixe, nombre de crédits sont libellés en euros. Une dévaluation, liée à une réduction de nombreux salaires, ruinerait la majorité des emprunteurs.

Un dur retour à la réalité

Le retour à la réalité est brutal en Lettonie, tant pour l'Etat, acculé en quelques jours à la mendicité, que pour les Lettons, pris au jeu d'une fuite en avant qu'ils ont alimentée.

Obligé de négocier des prêts dans l'urgence, la Lettonie s'est tournée vers les principaux bailleurs de fonds, et elle a obtenu fin 2008 un prêt d'un montant de 7,5 milliards d'euros auquel l'UE participe à hauteur de 3,1 milliards d'euros. C'est néanmoins le FMI qui est le maître d'œuvre de ce plan de sauvetage.

S'il est permis de ne pas s'apitoyer sur le sort de tel nouveau riche incapable de rembourser le prêt d'un 4x4 rutilant, il s'agit là d'un arbre cachant la forêt d'une société endettée dans laquelle beaucoup ont succombé au culte de la consommation sans en avoir les moyens.

De plus, la réalité sociale des populations peu intégrées dans les circuits économiques est encore plus préoccupante comme en témoignent l'explosion du chômage et de la pauvreté. Les personnes âgées sont très touchées et en viennent à ouvertement regretter une période soviétique durant laquelle elles avaient au moins un emploi et des pommes de terre.

Car ce n'est pas de pouvoir d'achat, expression très édulcorée, mais d'argent et de nourriture dont il est aujourd'hui question en Lettonie pour une partie de la population. Désarmés, des responsables politiques locaux mettent à disposition des lopins de terre dans les régions rurales en vue de cultiver des jardins cet été pour préparer l'hiver. En écho à ce désarroi, plus



de 5000 personnes (chiffre élevé pour la Lettonie) se sont réunies à Riga, le 18 juin, pour une manifestation contre les mesures dites anti-crise. Quelques manifestants ont même brandi des pancartes faisant référence à la révolution russe de 1905, tandis que d'autres, tracts à l'appui, manifestaient contre l'UE et contre le traité de Lisbonne. Un maire russophone, Nils Usakovs, porteur de plus d'espoir d'un point de vue social, a été élu à Riga, ce qui aurait été impensable il y a seulement deux ans. Entre-temps, les partis russophones ont en effet dépassé leur base électorale traditionnelle et conquis des électeurs de toutes origines de par leur discours, plus orienté à gauche.

Une solidarité européenne de façade ?

Alors que le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, évoque une nécessaire solidarité à propos de la crise actuelle, la Lettonie semble être le pays où se joue la crédibilité des Européens.

L'UE a donc octroyé 3,1 milliards d'euros de prêt à la Lettonie. Preuve de solidarité ? Au premier abord seulement. En effet, la Lettonie est avant tout bénéficiaire d'un prêt multilatéral coordonné par le FMI. Ce même FMI distribue bons et mauvais points et demande au gouvernement letton de réduire son déficit, condition d'attribution des tranches de prêt, en prenant des mesures drastiques (et socialement désastreuses) afin d'y parvenir. Alors qu'il eut été possible d'attendre un autre comportement de la part de l'UE, celle-ci se conduit de la même manière que le FMI dont elle n'est ici que la sous-traitante. Au-delà des discours, la solidarité tant vantée et chérie par tous les responsables politiques européens aurait pu devenir concrète à l'occasion de cette crise. En prenant l'initiative d'une aide et en étant animés d'une ambition politique et non politicienne, les principaux dirigeants communautaires et nationaux auraient pu mobiliser des ressources en urgence (le budget communautaire annuel est supérieur à 120 milliards d'euros) et empêcher l'utilisation sur le sol de l'UE, bloc économique le plus riche du monde, des méthodes du FMI pour qui la réduction des déficits doit se faire à tout prix, c'est-à-dire au prix de la paupérisation brutale d'une partie de la population des pays concernés.

Les Lettons, en tout cas, auront fait le compte de l'aide qu'ils reçoivent : d'un côté des prêts, certes élevés, du FMI et de l'UE, dont les tranches (la dernière tranche libérée l'a été par l'UE le 2 juillet, elle s'élève à 1,2 milliard d'euros) ne sont accordées qu'en échange de mesures d'une brutalité sans précédent; de l'autre, des prêts des pays scandinaves qui n'ont d'autre ambition que de sauver leurs banques dans ce qu'ils considèrent, les pays baltes, comme « le prolongement de leur marché intérieur ». De même, l'UE fixe pour objectif à la Lettonie une réduction de son déficit à 3 % du PIB pour l'année 2012 (en vue de remplir les critères de Maastricht et d'adopter l'euro), ce qui peut augurer de nouvelles mesures d'austérité. Que retiendront les Lettons les plus pauvres de l'UE ? La libre-circulation (Schengen), l'aide et les fonds structurels versés dans de nombreux domaines ou la destruction d'une industrie et l'augmentation du prix du sucre (plus cher qu'à Paris), et maintenant une somme de mesures gouvernementales imposées par le FMI et l'UE, qui leur sont défavorables ?

Et maintenant ?

Les Lettons, comme toutes les populations d'ex-URSS, ont vécu d'autres épreuves. Ils s'en sortiront, grâce peut-être à un retour à des fondamentaux d'entraide, de troc et à la culture des jardins. De même, cela pourrait également leur permettre une prise de conscience de la dérive du tout-crédit, de l'argent virtuel et du matérialisme à outrance qui, dans tout l'espace



postcommuniste, est un facteur de déracinement, y compris dans une nation aux fondements pourtant éminemment paysans. Peut-être quelques dirigeants politiques et économiques du pays prendront-ils acte de tout cela afin de ne pas rééditer les erreurs commises par leurs prédécesseurs et ne pas construire sur du sable financier ? Plus généralement, à l'échelle européenne, peut-être la fuite en avant cessera-t-elle d'être la règle, laissant enfin du temps au temps ?

Philippe PERCHOC est Président et Rédacteur en chef de Nouvelle Europe, un site dédié à l'étude des enjeux de l'Europe élargie.

Antoine LANTHONY est responsable de la rubrique "Pays baltes" de Nouvelle Europe.

